

## La Lettre d'EMA

### Echanges Massy-Afrique

Echanges Massy-Afrique. 34, avenue Georges Clemenceau – 91300 Massy  
 Tél. : 09 53 71 71 53 ou 01 60 11 56 65  
 Site : <http://perso.orange.fr/massyafrique/>  
 Adresse courriel : [massyafrique@orange.fr](mailto:massyafrique@orange.fr)

#### Le mot de la Présidente

Je succède à Simonne Guyon, Présidente d'EMA pendant sept ans à qui je rends hommage pour ses talents d'animatrice. Entourée d'une équipe dont je faisais partie depuis 2001, elle a propulsé EMA sur le devant de la scène. Grâce à une équipe de plus en plus étoffée, EMA a pu s'investir dans de nombreuses activités à Massy et dans les environs afin de « faire connaître ici ce que nous faisons là bas ». EMA a ainsi acquis une certaine notoriété tant à Massy qu'en Essonne.

A Massy, outre notre présence à la fête des associations, nous participons régulièrement à la préparation et aux activités de la Semaine de Solidarité Internationale, à l'Agenda 21 mis en place par la municipalité, au Collectif du 8 mars (Journée internationale des femmes); nous intervenons ponctuellement au Conseil municipal des enfants, dans les écoles et dans les espaces sociaux culturels de quartiers.

Au niveau départemental nous assistons aux réunions de groupes de travail proposées par le Conseil général de l'Essonne qui cite souvent EMA en exemple pour son travail sur le terrain.

La ville de Massy et le Conseil général sont avec vous, chers amis donateurs, nos principaux bailleurs de fonds et nous devons de répondre favorablement à leurs sollicitations, même si le calendrier des réunions est parfois contraignant. Par ailleurs nous sommes à la recherche d'autres bailleurs afin de pouvoir réaliser les projets des villageois toujours plus nombreux.

Cependant, depuis peu nous déplorons le départ de plusieurs personnes très actives à EMA au cours de ces dernières années. Au nom du CA, je les remercie toutes pour leur travail avec une mention particulière pour la mise en page de La Lettre d'EMA, la création et l'actualisation du site.

Donc aujourd'hui l'équipe est sensiblement réduite et les tâches demeurent. C'est pourquoi je lance un appel à tous nos adhérents pour qu'à la prochaine assemblée générale ils rejoignent notre CA car EMA a besoin de vous tous pour mener à bien les projets que nous soutenons au Burkina et que vous trouverez détaillés dans cette Lettre.

Je viens de vous exposer les succès et les difficultés ici...

#### Et là bas ?

Pour la première année Ekoma (association qui représente les villageois) gère, en collaboration avec les associations de parents d'élèves l'appui à la scolarisation en primaire et secondaire, ainsi que la campagne d'alphabétisation. Grâce aux formations qu'EMA a financées et que l'équipe d'appui-conseil de Dano a assurées, Ekoma amorce le chemin vers l'autonomie de gestion des fonds et nous nous en réjouissons.

En 2008, Ekoma nous a remis un projet triennal intégralement orienté vers la construction d'infrastructures scolaires, projet auquel nous avons adhéré car depuis sa création EMA soutient prioritairement la scolarisation. Selon la grille de financement les bénéficiaires participent à hauteur de 10% au montant des travaux et nous sommes très attachés à la participation financière des villageois mais nous devons aussi prendre en considération leurs difficultés économiques.

Si EMA a pu multiplier les démarches auprès de nouveaux bailleurs et obtenir des financements supplémentaires, en revanche la capacité des villageois à participer au financement de leurs projets est limitée. La Mission 2009 qui part en décembre sera chargée de réfléchir avec Ekoma à ce problème et de définir ensemble clairement les modalités de paiement des 10%.

Que ce soit ici ou là bas, comme l'attestent les articles de cette lettre, nous continuons à nous interroger sur le bien fondé de nos actions.

Marie Claude Ferraut



## PRÉSENCE À MASSY ET ENVIRONS

Les fêtes sont pour nous l'occasion d'accueillir les « fidèles d'EMA », les personnes intéressées par notre activité, de vendre l'artisanat burkinabè et de faire connaître notre association. Notre stand aux couleurs africaines est toujours apprécié. A la **Fête des Gravier** le 6 juin sous la pluie.



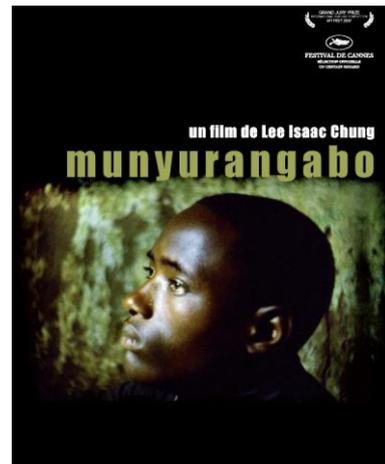
A Palaiseau pour **Broc'art** le 27 juin sous un soleil radieux.

A la **fête des associations** le 12 septembre, nous avons accueilli en prime ... une député burkinabè qui passait par là.



**EN 2011 EMA FÊTERA SES 30 ANS; L'OCCASION DE METTRE L'AFRIQUE À L'HONNEUR DANS NOTRE VILLE, EN COLLABORATION AVEC D'AUTRES ASSOCIATIONS ET INSTITUTIONS DE MASSY ...ET DE NOUS RETROUVER TOUS DANS UNE AMBIANCE AMICALE.**

## A la Semaine de la Solidarité Internationale



Ouverture décevante le vendredi 13 novembre à Cinémassy : un public peu nombreux et un débat qui a tourné au dialogue de sourds.

Et comble de malchance...le « Village des Initiatives solidaires » qui devait avoir lieu le lendemain dans le quartier Vilmorin a été annulé en raison des fortes rafales de vent.

Le 3 juin à Massy, à l'occasion de son passage à Paris nous avons invité Isaïe Paré, directeur d'Ed.PA, notre opérateur au Burkina Faso. Cette rencontre nous a permis de faire le point sur nos actions dans la Commune de Koper ; elle s'est terminée de manière conviviale autour d'un buffet.



Une délégation du Conseil général de l'Essonne conduite par Mr Patrice Finel, Conseiller général, a séjourné au Burkina du 8 au 16 octobre à l'occasion du Forum Mondial du Développement Durable qui a eu lieu à Ouagadougou ; elle a eu l'occasion de se rendre à Dano où elle a été accueillie par les représentants d'Ed.PA. Ensuite ils se sont rendus à Béné et à Babora où les attendaient les membres d'Ekoma. Ensemble ils ont visité les dernières réalisations cofinancées par le Conseil général. Nous rendrons compte de leurs impressions dans notre prochaine Lettre.

## PLAN TRIENNAL DE CONSTRUCTIONS PRÉVU PAR EKOMA

Sur les conseils du Centre Régional Essonnien de Solidarité Internationale (CRESI), nous avons demandé à Ekoma de formaliser les besoins des villageois selon un plan de développement triennal. La mission EMA de janvier 2008 a rapporté leur projet.

Les réalisations programmées sont les suivantes :

**2009** Construction d'une classe à Gorgane, d'un bloc de latrines à l'école de Béné, réfection de trois logements de maître à Babora .

**2010** Construction d'un logement de maître à Pirkon, d'un logement de maître à Babora, d'un bloc de latrines à Babora et Pirkon.

**2011** Construction d'un logement de maître à Kpaï Bagane, d'un logement de maître à Kpaï Koussébgawlé, d'un bloc de latrines à Kpaï.



A l'exception du forage de Fakoul à Babora où nous avons reçu un très important appui financier de la Fondation JM. Bruneau, EMA jusqu'à présent ne cofinçait qu'une construction par an. Le soutien de la municipalité de Massy, du Conseil général de l'Essonne et vos dons y pourvoient. Comme le montant des investissements prévus dans le cadre du plan triennal était plus élevé que par le passé, nous avons sollicité d'autres bailleurs : la Fondation JM. Bruneau à nouveau, CDC tiers monde du groupe Caisse des Dépôts et la Fondation VEOLIA environnement. Tous ont répondu favorablement. Deux personnes de la Fondation VEOLIA ont rencontré Isaïe Paré lors de son séjour parisien.

Scolariser les enfants, et particulièrement les filles, est une nécessité pour engager les villageois sur la voie d'un développement durable. Il est aussi important d'offrir aux instituteurs des logements décents afin qu'ils restent dans le village et s'investissent pour l'intérêt de tous. Quant aux

latrines elles participent à l'amélioration de la qualité de vie et à l'éducation à l'hygiène.

Où en sommes-nous aujourd'hui ?

La rénovation des trois logements de maître de Babora et les latrines de l'école de Béné ont été terminées en juillet. En revanche la construction de la salle de classe de l'école de Gorgane n'est toujours pas terminée à ce jour. Néanmoins le 1<sup>er</sup> octobre 2009 les enfants de Gorgane en âge d'entrer en CP1 ont pu prendre le chemin de l'école car un maître avait été nommé. Ils sont hébergés provisoirement dans le local de l'alphabétisation. En 2008 il n'y avait pas eu de recrutement de CP faute de salle de classe.

La mission 2009 qui partira en décembre devrait nous rapporter des photos des bâtiments concernés et relater les propos des maîtres et des parents d'élèves. A découvrir lors de la prochaine assemblée générale d'EMA et dans notre prochaine Lettre d'EMA.

Nous tenons à remercier vous chers donateurs et nos bailleurs, sans qui tous ces projets ne pourraient être réalisés.



## INONDATIONS A OUAGADOUGOU

Dans La Lettre d'EMA de novembre 2008, nous écrivions : Les pluies de la mousson africaine conditionnent la vie de plusieurs millions de paysans en zone sahélienne, car ce sont les seules pluies de l'année. Or, depuis 25 ans, leur diminution générale et leur irrégularité provoquent sécheresse durable ou inversement *inondations catastrophiques*.

Or l'Afrique de l'Ouest a subi de juin à septembre 2009, des pluies telles que un demi-million de personnes, dans une quinzaine de pays, ont été touchées par d'importantes inondations.



« Le mardi 1<sup>er</sup> septembre, une pluie pas violente parce que sans vent mais très/trop abondante nous a arrosés de 4h du matin à 14h... avec des petites pauses de quelques minutes. Il y a eu environ 150 000 sinistrés, plus de 10 morts et des dégâts matériels énormes. Chez nous à la maison, il n'y a pas eu de dégâts, mais la maison du voisin immédiate est tombée. La maison de ma belle sœur (une veuve) est tombée aussi. Les maisons des quartiers périphériques, les zones non loties comme on les appelle ici, sont tombées comme des maisons de sable. C'est dans ces zones qu'il y a eu le plus de morts. Je dirais même qu'il y a eu moins de morts parce que la pluie avait commencé au petit matin et avec le Ramadan, beaucoup étaient déjà debout pour préparer le jeûne. L'hôpital principal a été inondé avec beaucoup de dégâts matériels, les malades ont été déplacés dans les petits centres de soins. La cinémathèque a été détruite en partie. Quand je regarde la photo jointe à ce message, une photo prise à Ouagadougou, je prends conscience que ça n'arrive pas qu'aux autres ». - Abdou, un ami habitant Ouaga, par courriel, le 8 septembre -

« A Ouagadougou, le 1<sup>er</sup> septembre, 300 millimètres d'eau sont tombés en dix heures, soit la moitié des précipitations annuelles moyennes. Après ces pluies diluviennes, on compte 150 000 personnes sinistrées et de très nombreux et importants dégâts matériels. Les inondations ont causé la mort de neuf personnes ». - le Monde du 14 octobre 2009 -

Devant l'ampleur des dégâts, l'aide internationale s'est mobilisée. Des tentes, des couvertures, des vivres, des médicaments et autres produits de première nécessité, ont été fournis par le Japon, le Maroc, la Libye, l'Algérie entre autres et par de nombreuses organisations telles le PAM (Programme alimentaire mondial), le Croissant rouge, la Croix rouge, le Rotary ...Une semaine de solidarité nationale a été organisée dans le pays : « Ce matin même, nous avons vu le Maire de Koper au Haut Commissariat, pour organiser une collecte de fonds destinés à venir en aide à Ouagadougou, aux familles et à l'Etat qui ont beaucoup souffert des inondations du 1<sup>er</sup> septembre ». - Apollinaire, le coordinateur d'Ed.Pa à Dano, au téléphone le 14 septembre -

« Tout commence à rentrer petit à petit dans l'ordre après les terribles inondations que nous avons connues début septembre. Elles ont été suivies de sécheresses et actuellement nous connaissons une période de pluies anormales qui détruisent les quelques produits que les populations sont entrain de récolter. Il me semble que nous vivons réellement les conséquences directes du changement climatique ». - Proper Samda, un ami de Ouaga, par courriel le 2 novembre -

Cette année les pluies torrentielles n'ont pas touché la région de Dano au Sud-Ouest du pays où les récoltes sont bonnes.

Ces pluies de mousson irrégulières posent aux habitants, citadins et paysans, des problèmes nombreux, cette année par leur soudaineté et leur abondance anormales. En ville, l'importance des dégâts découle aussi sûrement d'une urbanisation non contrôlée, en particulier dans les quartiers périphériques et d'un manque flagrant de réseau d'évacuation d'eau adapté à cette grande ville qu'est la capitale du Burkina.

D'après « Le Monde » du 12 septembre 2009, les processus physiques à l'origine du phénomène de mousson ne sont pas encore pleinement compris par la communauté scientifique. De plus, considérant le réchauffement climatique, certains modèles produisent une augmentation des précipitations, d'autres au contraire, prévoient un assèchement du Sahel.

## COMMENT RESOUDRE LA CRISE ALIMENTAIRE EN AFRIQUE ?

Notes prises au cours de la conférence du professeur Marc Dufumier\*1 le 11 mai 2009 à Massy, organisée par Afric'Agro\*2

Table ronde organisée par l'Association Afric'Agro  
Ecole AgroParisTech site de Massy

Lundi 11 Mai 2009, 19h  
Auditorium de l'opéra Massy

Comment résoudre la crise alimentaire en Afrique ?  
Venez nombreux débattre et partager !

Parmi les intervenants

- Marc Dufumier, professeur d'AgroParisTech
- Des membres de l'association Echanges Massy Afrique

\*1 Marc Dufumier est ingénieur agronome et professeur titulaire de la Chaire d'agriculture comparée et de développement agricole à AgroParisTech.

\*2 L'association Afric'Agro est constituée d'étudiants du campus de Massy d'AgroParisTech.

C'est cette association, que parraine EMA, qui a organisé cette table ronde, avec l'appui de KPMG, de BNP Paribas, d'EMA, de la Mairie de Massy.

La sécurité alimentaire de l'Afrique est fragile, la croissance démographique en étant la première raison. Le retour des famines a été évité de justesse. Par chance, cette année, la pluviométrie en Afrique a été excellente et il n'y a pas eu de facteurs aggravants (invasion de criquets par exemple). Mais si les pays n'arrivent pas durablement à subvenir à leurs besoins par eux-mêmes, ils n'échapperont pas au retour des famines. Certains pays en effet dépendent totalement de leurs importations, ce qui représente un réel danger, surtout quand les cours mondiaux sont au plus haut.

La crise de ces deux dernières années a été organisée par la création de systèmes visant à réduire la production dans les pays riches (entre autres la France, l'Europe en général et les Etats-Unis) face à l'abondance de produits agricoles vendus à bas prix et donc peu rémunérateurs pour

les agriculteurs (exemples : les jachères sur environ 10% des surfaces agricoles utiles et les quotas sur les productions laitières).

Quelques chiffres pour illustrer la situation de l'Afrique :

- \* 750 millions d'habitants en Afrique subsaharienne
- \* 2,3% de croissance démographique annuelle, taux d'accroissement le plus élevé dans le monde
- \* 1,5 milliard d'habitants prévu en Afrique subsaharienne en 2050
- \* de 35% à 60% de personnes sous-alimentées selon les pays



### D'où vient l'inégalité de production et de besoins entre les pays riches et les pays pauvres ?

Il faut savoir qu'au niveau mondial, les disponibilités alimentaires moyennes sont de 300 kg d'équivalent-céréales par an et par habitant (jusqu'à 600 kg pour les pays industrialisés) alors que les besoins sont seulement, en moyenne, de 200 kg. La production mondiale de céréales est donc 50% plus élevée que les besoins mondiaux. De plus il reste des surfaces disponibles avec d'énormes gains de rendements possibles. Ce n'est donc pas la production mondiale qui est mise en cause mais plutôt la **pauvreté** qui fait que certains pays importateurs ne sont pas solvables. Du coup, les surplus de production sont répartis entre les grosses industries alimentaires qui s'en servent pour l'alimentation du bétail (marché demandeur et solvable) et les énergies renouvelables du type agro carburants (marché également solvable et en expansion).



### Pourquoi dans les pays pauvres, la productivité est-elle aussi faible ?

D'abord à cause des conditions écologiques qui sont contraignantes (manque d'eau). Viennent ensuite la petite taille des exploitations, le manque d'accès aux équipements : par exemple, le paysan africain travaille à la daba (sorte de houe) alors que le Français utilise tracteur et charrue. Il en résulte que lorsqu'on compare la **valeur ajoutée** produite dans des pays d'Afrique à celle des pays dits développés tels que la France, on se rend compte que la valeur ajoutée produite par hectare est 200 fois plus élevée qu'en Afrique (voir exemple en encart). Et en plus, certaines productions agricoles des pays riches sont subventionnées !

C'est ainsi que le riz de Louisiane arrive au Sénégal moins cher que le coût de production du riz sénégalais.

### Est-il techniquement possible d'accroître la production alimentaire en Afrique ?

**Oui** selon M. Dufumier, avec de meilleurs équipements, plus de crédits, plus de terres, mais aussi en protégeant les exploitations familiales contre les projets capitalistes. Il existe des solutions techniques simples pour améliorer les rendements des exploitations : multiplier l'irrigation à partir de lacs artificiels, limiter l'érosion par des cordons pierreux sur les terrains en pente ou des digues filtrantes dans les bas-fonds, creuser et utiliser des fosses fumières, etc. Dans beaucoup de cas l'observation et le respect des pratiques traditionnelles peuvent s'avérer fructueux, par exemple ne pas élaguer les acacias qui protègent bien le mil grâce à l'ombre qu'ils lui procurent.

Il faut donc adapter les approches en fonction des terroirs et du savoir-faire de chacun et permettre aux agriculteurs des pays pauvres de pouvoir épargner et investir pour leur propre

expansion afin que leur travail soit rentable et leur permette de vivre convenablement.

En conclusion, pour l'avenir, **les enjeux** sont les suivants :

- Satisfaire les besoins en calories et en protéines végétales. Les protéines animales (viande, lait, œufs) sont moins indispensables et exigent pour leur production 3 à 10 fois plus de calories que les protéines végétales.

- Ne pas porter atteinte aux potentialités productives de l'environnement. Veiller à préserver l'écosystème pour les générations futures pour ne pas rencontrer à nouveau des problèmes de faim.

Pour illustrer la différence de **valeur ajoutée**, voici un exemple en comparant les productions de Casamance (région du Sénégal) et de Louisiane :

« Sur le marché sénégalais, on trouve des sacs de riz de Casamance et d'autres venant de Louisiane, de qualité équivalente, vendus au même prix. Or, en Casamance, un actif cultive un terrain d'une superficie moyenne de 0,5 ha avec un rendement de 11 quintaux/ha. Une fois déduites les valeurs perdues, telles que les semences, on obtient une valeur ajoutée de 500 kg par actif et par an. Ce qui revient à dire, si l'on veut respecter l'apport de 200 kg équivalent-céréales, qu'un actif nourrit 2,5 personnes. N'oublions pas que sur ces 500 kg récoltés, une partie devra être vendue pour acheter médicaments, vêtements, produits de première nécessité pour la famille.

En comparaison, en Louisiane, un actif dispose de 100 ha avec un rendement moyen de 50 quintaux/ha et donc une capacité de production de 500 tonnes par actif et par an (1000 fois supérieure à celle de la Casamance). Si la capacité de production est certes plus élevée dans les pays développés, les valeurs perdues le sont aussi (en moyenne de l'ordre des 4/5 de la production). Il reste donc une valeur ajoutée de 100 t par actif et par an.

On a donc un rapport de productivité entre les deux types de producteurs de 1 à 200. Sur le marché, les deux sacs de riz sont vendus au même prix, bien que dans le sac produit en Casamance, il y ait 200 fois plus de travail que dans celui produit en Louisiane. Et malheureusement, le producteur de Casamance est obligé d'aligner son prix de vente sur le prix du sac de riz importé. Il accepte donc, de fait, que son travail soit 200 fois moins bien

rémunéré que celui de son concurrent. Le comble c'est que le producteur de Louisiane reçoit des subventions pour l'aider à produire !

### **LA CRISE ALIMENTAIRE DANS LE MONDE - REPERES EN OCTOBRE 2009 -**

**A l'automne 2009, dans la corne de l'Afrique, Soudan, Ethiopie, Somalie, Kenya, 20 millions d'habitants sont menacés par la famine. La grande sécheresse depuis trois ans, l'accroissement constant de la population, l'instabilité politique ont rendu ces pays dépendant de l'aide internationale. A l'automne 2009, au Kenya, après les animaux, bétails et bêtes sauvages (y compris dans les réserves animalières pour safari !) des millions de personnes souffrent de la famine et risquent la mort.**

*Données de la FAO et du PAM (programme alimentaire mondial) en octobre 2009.*

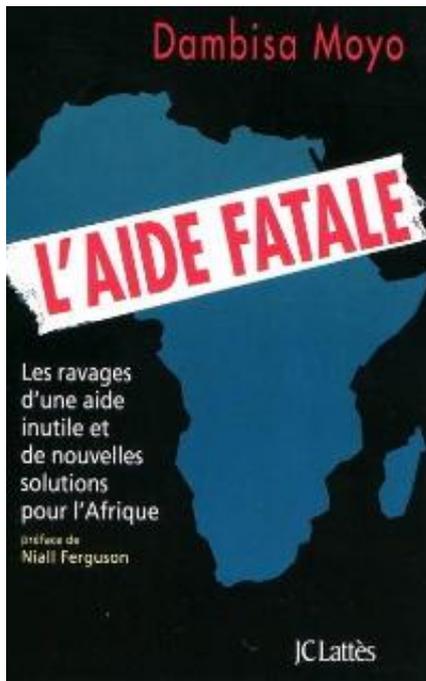


**Au Burkina Faso, selon l'OMS, en 2008 :**

- le taux de malnutrition chronique des enfants atteint 40%.
- l'agriculture représente 35% du PIB et 15% des recettes d'exportation ; elle concerne 66% des actifs et ne reçoit que 4,7% d'aide publique au développement.

## **L'aide fatale Dambisa MOYO**

**Les ravages d'une aide inutile et de nouvelles solutions pour l'Afrique-** traduit de l'anglais par André Zavriew, préface de Neil Ferguson JC Lattès, sept. 2009.



### **L'auteure**

Economiste zambienne, consultante à la Banque mondiale de 1993 à 1995 et à la banque Goldman Sachs à Londres de 2001 à 2008.

### **L'aide est inefficace**

**La pauvreté** a augmenté en Afrique. L'Afrique sub-saharienne est la région la plus pauvre du monde. Plus de la moitié des 700 millions d'Africains ont moins d'un dollar par jour pour vivre. La comparaison avec d'autres pays est éclairante « *Il y a trente ans, le Malawi, le Burundi et le Burkina Faso disposaient d'un revenu par habitant supérieur à celui de la Chine pour vivre* ».

Malgré leurs particularités, ce qui fait le point commun de tous les pays africains, c'est qu'ils reçoivent l'aide internationale.

### **L'aide est malfaisante**

85% de l'aide a été détournée de son objectif et produit des effets pervers :

- Elle engendre la corruption et donc la « mal gouvernance ».
- « L'aide détourne le peuple de l'activité économique productive et l'oriente vers la vie

politique ». (Peter Bauer repris par Dambisa Moyo).

- Elle engendre la réduction de l'épargne domestique et des investissements et elle fait croître la consommation et l'inflation.
- Elle fait baisser les exportations.
- Elle engendre la dépendance. Ce sont des étrangers qui décident du sort de l'Afrique noire et elle favorise la création ou le maintien de régimes-clients.
- Elle favorise l'appétit de pouvoir et donc les guerres civiles qui ralentissent la croissance économique au moins dans les zones de conflit.

Pour Mme Moyo, le but ultime est donc un monde libéré de l'aide.

Son livre a fait grand bruit. Il a suscité de vives réactions autant au nord qu'au sud.

Concernant cet ouvrage :

Extrait d' « Alternatives Economiques » - n°285 de Novembre 2009

« La première solution que l'auteure propose est l'émission d'obligations par les gouvernements africains. Mais n'est-ce pas paradoxal de substituer à une dépendance vis-à-vis de l'aide une autre vis-à-vis de marchés financiers capricieux et instables? La deuxième solution est le microcrédit. Et là encore, la violence des systèmes de contrôle social liée aux prêts de la Grameen Bank aux plus démunis (et particulièrement les femmes) est aujourd'hui connue. Le microcrédit, comme l'aide au développement, a des effets pervers. Un livre qui se veut un pamphlet, mais qui défend surtout la politique actuelle des institutions internationales. » Naïri Nahapétian

Extrait du « Monde » du 17 novembre 2009

« Un mauvais livre peut faire un bon débat. Il aura le mérite de rappeler aux dévots de l'aide que celle-ci a des effets pervers structurels, et aux grands prêtres du marché qu'il en est de même pour ce dernier. Entre les deux, il y a place pour une double réalité : la croissance ne peut provenir que d'un secteur privé dynamique. Et aucun marché n'est soutenable sans une régulation d'une part et une politique sociale et de redistribution d'autre part - une politique dont les inconvénients sont réels mais dont les avantages dépassent largement le coût. » Jean-Michel Severino

## A propos d'aide ...

### EMA, principes et démarche

Née des réflexions sur sa pratique, des confrontations internes, des échanges avec les partenaires, des évolutions nécessaires, des ajustements aux modifications du contexte général en France et au Burkina, au fil de son expérience, EMA a élaboré une démarche qui guide ses interventions et constitue son interprétation du rôle de l'aide internationale et de ses modalités.



Elle repose sur plusieurs principes :

**Le principe de durée** qui permet d'envisager des projets sur le long terme pour les inscrire dans un processus de **développement**. EMA a donc tissé avec les mêmes villages des relations de confiance, nouant avec les habitants une réelle amitié. Chaque mission annuelle permet des rencontres, entretient les contacts. Passer une journée et une nuit dans chaque village tisse des liens de proximité par le partage des conditions de vie et permet de mesurer les progrès accomplis et plus encore tout ce qu'il reste à construire ensemble. Cette fidélité permet aussi, pour une ONG de la taille d'EMA d'accompagner en douceur les transformations du cadre de vie, des relations sociales...et de permettre aux villageois d'être, à leur rythme, les acteurs des choix et des réalisations.

**Le principe de partenariat** qui associe étroitement EMA et les Burkinabè. Que ce soit avec Ed.PA, l'opérateur de Ouagadougou ou son équipe locale à Dano, avec Ekoma, l'association des représentants des cinq villages, la population elle-même réunie dans les assemblées villageoises, aucune décision n'est arrêtée sans que chacun ait pu y prendre part, être informé, infléchir, discuter, accepter. Ainsi s'élabore chaque année une série de grandes lignes d'action appelées « **orientations** » qui encadrent l'utilisation des fonds envoyés par EMA.

Ainsi si l'unanimité se fait autour de la scolarisation, EMA a insisté pour que s'applique la parité en primaire, que les femmes aient leur place dans les structures d'Ekoma, qu'elles aient accès aux subventions individuelles...

C'est Ekoma qui a demandé des subventions personnelles pour des projets économiques afin de favoriser l'équipement des agriculteurs...

L'accent mis à l'heure actuelle sur les formations provient des conclusions tirées d'une étude sur les résultats agricoles (cf. la Lettre de mai 2009). Le plan triennal de constructions scolaires a dépassé par son ampleur ce qu'EMA avait projeté...

Du **dialogue** constant à travers les missions, les rencontres avec le directeur d'Ed.PA, le courrier, les contacts téléphoniques ou par courriel, les bilans trimestriels, affinent ces orientations qui constituent la charte annuelle. Le bilan qui est dressé ensemble permet l'adaptation des suivantes. C'est ensemble donc que les choix sont arrêtés **sous forme d'engagement contractuel**.



**Le principe de responsabilité** accompagne ces décisions. Toute réalisation ne peut se faire qu'au terme d'une procédure maintenant bien rôdée. Les demandes doivent être formulées dans un dossier, être accompagnées d'un **cofinancement** des bénéficiaires et être agréées par le comité de décision d'Ekoma. Le montant de la participation des villageois est consigné dans une grille de financement selon la nature du projet. Chaque demandeur, individuel, groupement, ensemble d'un village...est tenu d'apporter une contribution, ce qui mesure le bien-fondé du besoin et l'appropriation du projet. L'entretien et le suivi des réalisations ou acquisitions en sont mieux garantis. Chacun peut participer activement à l'équipement collectif du village, de la commune, recevoir une aide financière et/ou une formation dans la perspective d'une aide disponible sinon à tous du moins au plus grand nombre.

**Le principe de transparence** en est le corollaire. Pour que se maintienne la **confiance**, EMA n'hésite pas à donner son avis sur les actions entreprises, encourageant les initiatives, célébrant les réussites, critiquant les retards, les erreurs, les négligences... En retour, EMA accepte de corriger sa position si nécessaire comme ce fut le cas pour l'octroi de vélo aux responsables.

Ce principe s'applique aussi aux questions financières. Toute dépense, toute subvention donnent lieu à une facture ou un reçu qui entre dans les comptes d'EMA, permettant la traçabilité de chaque euro. Tous les ans, la séance de clôture de la mission réunit les autorités locales pour dresser le bilan de l'année écoulée et exposer, tableau chiffré à l'appui, l'utilisation des fonds. Une façon de couper court aux rumeurs éventuelles de favoritisme ou de détournement et de pratiquer une saine gestion de l'aide. Cette publicité des comptes est absolument nécessaire pour entretenir la confiance entre EMA et les bénéficiaires, tout comme entre eux et les villageois et pour s'assurer que les fonds envoyés par EMA sont au service de toute la population.



**Le principe de formation à l'autonomie** sous-tend les principes précédents. Si l'aide financière apportée par EMA pour contribuer au développement et accroître le revenu des populations apparaît nécessaire pour longtemps encore malgré des avancées sensibles, par contre l'encadrement extérieur aux villages est appelé à s'atténuer puis à disparaître. Les formations, les expériences, la prise en charge de certains secteurs, l'acquisition de compétences, font espérer à moyen terme que Ed.PA n'aura plus à servir d'intermédiaire et que seul Ekoma sera l'interlocuteur d'EMA auprès des villageois en dehors des autorités locales.



Pas de corruption des responsables, pas d'endettement financier des populations, un apprentissage de « bonne gouvernance », voilà pourquoi à cette échelle modeste et avec ces principes, l'aide apportée par EMA à la commune de Koper nous semble pertinente même si l'association supplée les carences de l'Etat en particulier dans le domaine scolaire.

## Invitation à une rencontre amicale autour d'une galette

Vous venez de recevoir La Lettre...

Vous voulez en savoir plus sur EMA, sur Ekoma, sur Ed PA, des sigles qui parlent aux uns... mais pas encore aux autres.

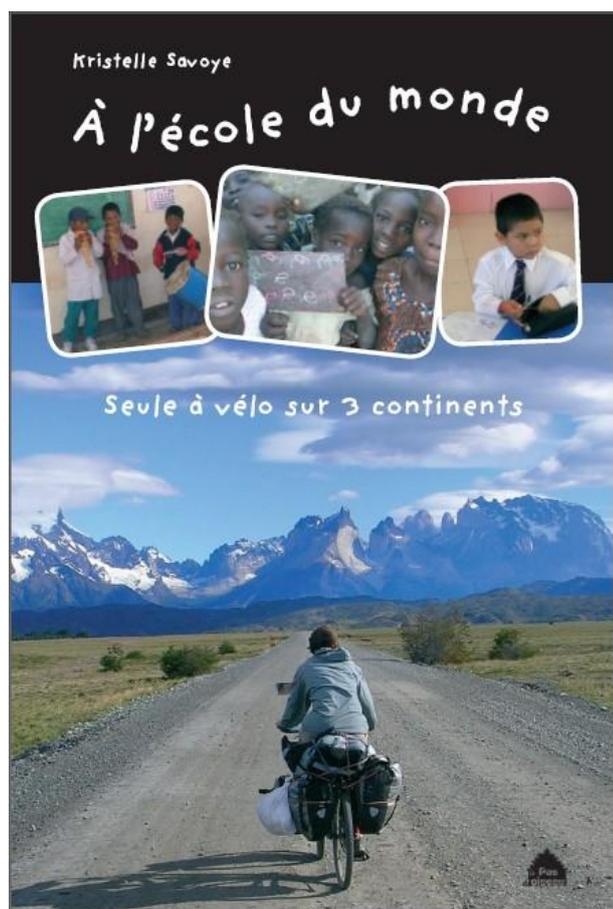
Vous voulez aussi découvrir les activités d'EMA dans les villages dont nous sommes partenaires depuis bientôt 30 ans.

Peut être voulez vous aussi savoir comment participer à nos activités.

Alors venez nous rejoindre jeudi 21 janvier 2010 à la Maison de la Formation et de l'Emploi, 10, avenue du Noyer Lambert à Massy (face à l'Institut hospitalier Jacques Cartier), à 20 h.

Les « anciens » vous feront partager leurs expériences et répondront à vos questions.

Un livre découvert au Salon National de la BD et du Livre Sportif à Massy.



Une jeune enseignante décide de partir seule à vélo à la rencontre des écoles du monde. Confrontée aux réalités des pays du Sud, elle confie à son carnet de route les émerveillements et les chocs que lui réserve ce voyage cycliste en rencontres magiques et en galères.

Après quatre mois d'Afrique, elle poursuit son périple en sillonnant les grands espaces d'Amérique du Sud jusqu'en Patagonie, lors d'une traversée où continuent de se conjuguer découverte des autres et recherche de soi.

Kristelle n'a rien d'une touriste en quête d'exotisme, son vélo lui permettant d'approcher au plus près les habitants ébahis de la voir débarquer au cœur de leur vie, sur son deux-roues baptisé Ruyam, fidèle compagnon de son aventure humaine.

Son site : [www.ecoledumonde.fr](http://www.ecoledumonde.fr)

La Lettre d'EMA, novembre 2009-page 10

VOTRE DON aussi modeste soit-il, contribue au développement des cinq villages dont EMA est partenaire depuis 28 ans.

Il vous permet de participer aux votes de l'Assemblée générale, aux orientations de notre association et de recevoir la lettre d'EMA.

EMA compte sur votre générosité pour assurer la réalisation des projets villageois.

*Dans le cadre de la loi, les dons versés à l'association sont déductibles des revenus à hauteur de 66%. Un reçu justificatif vous sera envoyé à cet effet.*



**RETENEZ CETTE DATE**  
**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE D'EMA**  
**MERCREDI 24 MARS 2010 À 20H30**  
**SALLES LAVOISIER**  
**MAISON DE LA FORMATION ET DE**  
**L'EMPLOI**  
**10, AVENUE DU NOYER LAMBERT À**  
**MASSY**